

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET LA LUTTE
CONTRE L'APPAUVRISSEMENT
DES FEMMES

SOUS LA DIRECTION DE

**Anita Caron, Anick Druelle, Nadine Goudreault,
Charlotte Thibault et Marielle Tremblay**



Réseau féministe de chercheuses et d'intervenantes pour un renouvellement des théories
et pratiques économiques et politiques pour la redistribution des richesses

FEMMES, FÉMINISME ET ÉCONOMIE SOCIALE

FRANCINE DESCARRIES

Sociologie, Université du Québec à Montréal

CHRISTINE CORBEIL

Travail social, Université du Québec à Montréal

L'ÉCONOMIE SOCIALE, PLUSIEURS L'ONT DÉJÀ SIGNALÉ, N'EST PAS UNE RÉALITÉ NOUVELLE. Si SA VERSION solidaire et politique a été mise à l'avant-scène au Québec en 1995 par la Marche des femmes contre la pauvreté, certaines formes d'économie sociale participent depuis longtemps «au développement local et/ou au développement économique communautaire au Québec» (Guay, 1996 : 1). Sous divers libellés - économie sociale, économie solidaire, tiers secteur-, elle fait l'objet de nombreuses études menées tant à l'étranger (Defourny et Develtere, 1999; Defourny, Favreau et Laville, 1998; Aznar et al., 1997; Lorendahl, 1999) qu'au Québec (D'Amours, 1999; Vaillancourt, Aubry, D'Amours, Jette, Thériault et Tremblay, 2000; Lévesque et Mendell, 1999; Tremblay, 1998; Fontan et Shragge, 1997). De nombreux colloques et publications lui ont également été consacrés au cours des dernières années¹. L'économie sociale est aussi la raison d'être de plusieurs groupes de réflexion et d'action politique qui se questionnent sur son potentiel de changement dans le contexte du désengagement de l'État-providence et de la crise du travail (CSF, 1996; COCES, 1996; GTES, 1996; *Table des groupes de femmes de Montréal*, 1997; RQRF, 1997; Lemieux et Vaillancourt, 1997; Appel en faveur d'une économie sociale et solidaire, 1998, etc.). Les chercheuses et chercheurs sont aussi partie prenante de l'ébullition socio-politique que suscite le recours à l'économie sociale comme composante d'un nouveau modèle de développement social et économique propre au Québec².

1 À titre d'exemple, mentionnons que dans la seule année 1999, les revues suivantes ont consacré un dossier à cette question : *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11/2-12/1; *Économie et solidarités*, vol. 30/1; *Lien social et politique/RIAC*, n° 41; *Reflets*, vol. 5/1; *Interaction communautaire*, n° 50.

2 Pour ne mentionner que les groupes avec lesquels nous sommes immédiatement en contact, soulignons l'existence du *Réseau québécois de recherche stratégique sur l'économie sociale...*, du *Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales* (LAREPPS) et du *Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale...* (CRISES).

Cependant, la plupart des chercheuses et intervenantes féministes s'entendent pour dire que la question des rapports sociaux de sexe n'est pas suffisamment intégrée, ni en théorie ni en pratique, alors que plusieurs contestent la dynamique sociale et le processus d'institutionnalisation qui ont contribué à secondariser la manière qu'ont les femmes de concevoir et de pratiquer l'économie sociale ainsi qu'à dépouiller le dossier de sa dimension politique et critique. Notre analyse de la documentation issue du mouvement des femmes nous amène d'ailleurs à constater, ne serait-ce qu'en raison de la distance qui s'est creusée entre la revendication des infrastructures sociales et la phase actuelle d'institutionnalisation de l'économie sociale, que le rapport des féministes à l'économie sociale se situe, au mieux, entre «le doute et l'espoir». Mais ceci étant dit, il nous faut aussi prendre en considération que les femmes sont, est-il nécessaire de le répéter ici, hautement concernées par ce dossier, que ce soit en tant que groupe porteur d'un projet de société égalitaire et démocratique, ou au triple titre d'auteures de projets, de travailleuses et d'usagères. Notre pratique de sociologues nous incite donc à vouloir approfondir notre compréhension du procès d'institutionnalisation de l'économie sociale au Québec et de son impact sur la mise en oeuvre de projets à caractère socio-économique afin de contribuer, d'une part, à la discussion sur ses potentialités et ses limites du point de vue des femmes et, d'autre part, à une meilleure visibilité et protection des intérêts des femmes dans le dossier.

Des enjeux de la définition de l'économie sociale

On désigne le plus souvent sous le terme d'économie sociale ce secteur de la réalité économique et sociale «aux contours flous et en croissance» (CSN, 1995 : 23) qui comprend les initiatives situées à l'intersection des sphères marchande et non marchande et qui vise la poursuite d'objectifs à la fois sociaux et économiques, tout en cherchant à répondre à des besoins définis par la communauté. Les experts utilisent fréquemment une typologie de ses composantes pour caractériser les projets, entreprises ou organismes qui appartiennent à l'économie sociale (Desroche, 1983). En plus des entreprises plus anciennes qui, tels le Mouvement Desjardins ou d'autres types de coopératives, existent depuis plusieurs décennies, on considère désormais comme des composantes de la nouvelle économie sociale les ressources communautaires, coopératives et associatives à but non lucratif qui offrent des biens et des services, les organismes communautaires d'insertion ou de formation, ainsi

que les structures de soutien au développement des entreprises d'économie sociale dans les communautés locales (CDC, CDEC, etc.)³.

À cette première façon de concevoir l'économie sociale, ou aux deux autres qui la définissent par ses règles de fonctionnement (Vienney, 1986) ou par la dynamique des acteurs (Laville, 1994) se greffe une quatrième. Celle-ci définit l'économie sociale en fonction des valeurs et des principes de base qui la constituent dans sa spécificité et en orientent le développement. Ainsi, afin de distinguer les initiatives d'économie sociale des autres modes d'activité économique et de mettre en évidence ses caractéristiques fondamentales, Defourny propose, dès 1992, de considérer comme appartenant au secteur de l'économie sociale les entreprises qui répondent aux critères et objectifs suivants : primauté des personnes, démocratisation des processus décisionnels, autonomie de gestion, finalité de services à la collectivité plutôt qu'à la recherche de profits et, enfin, responsabilisation des membres et des usagers et usagères.

Mais quelle que soit la façon de définir l'économie sociale, plusieurs individus et groupes entretiennent une résistance plus ou moins forte à son égard. Les critiques les plus virulentes sont liées à la crainte de voir celle-ci utilisée comme panacée au désengagement de l'Etat providentialiste (Boivin et Fortier, 1998). Sur le terrain, les réserves le plus souvent exprimées s'adressent, quant à elles, à l'optimisme exagéré des promoteurs relativement au potentiel de changement du modèle (Graefe, 1999), aux risques de substitution des emplois et de diminution de l'accessibilité aux services publics (Dumais, 1997; CSN, 1997; Tremblay et Gilbert, 1998; Paquerot, 1999), à l'insuffisance du financement, à la lourdeur bureaucratique de la gestion des projets et à la précarité de ces derniers lorsque leur propre rentabilité économique ne peut être assurée à court terme (Belley, 1997, 1999; Rosé, 1997; Ménard, 1998; Fortin, 1998; Laroche, 1998; Diaby et Thivierge, 1999) et, enfin, aux dangers de récupération des entreprises d'économie sociale aux seuls bénéfices d'une idéologie néolibérale.

En contrepartie, sans ignorer ces divers écueils et ambiguïtés, ceux et celles qui continuent à miser sur l'économie sociale soulignent son potentiel de développement démocratique, de même que sa capacité à «questionner à la fois le marché et l'État» (Lévesque et Mendell, 1999 : 115), à actua-

3 Martine D'Amours (1999), dans son document intitulé «Procès d'institutionnalisation de l'économie sociale au Québec», offre un aperçu intéressant des phases de développement de l'économie sociale au Québec et des composantes qui leur sont associées. On consultera également avec profit Lévesque et Mendell, 1999, «L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche», ainsi que divers documents publiés par le LAREPPS, dont le plus récent, «Économie sociale, santé et bien-être : la spécificité du modèle québécois au Canada», sous la signature collective de Yves Vaillancourt, François Aubry, Martine D'Amours, Christian Jette, Luc Thériault et Louise Tremblay.

User des «valeurs complémentaires d'initiative, de solidarité et de réciprocité» (Eme et Laville, 1999 : 106), à «revaloriser la société civile» (Vaillancourt et al., 2000), et enfin, à générer de nouveaux emplois et services accordant la primauté aux besoins socio-économiques de la communauté (Mendell, 1998; Neamtan, 1997). Mais, ajouterions-nous, à la condition que les mouvements sociaux, et en particulier le mouvement des femmes, maintiennent le cap sur la politisation du débat et exigent le respect des principes démocratiques et égalitaires qui sont les meilleurs garants contre un dérapage économiciste.

Depuis le Sommet socio-économique de 1996, des chercheuses féministes et des porte-parole du mouvement des femmes ont, pour leur part, exprimé à maintes reprises leurs appréhensions à l'égard de l'institutionnalisation de l'économie sociale et de la possible subversion de ses valeurs d'égalité, de justice sociale et de solidarité sous le poids des contraintes d'opérationnalisation et de financement des projets, d'autant plus que les réponses concrètes du gouvernement ont été loin de valider la conception de l'économie sociale proposée au moment de la Marche des femmes (Duval et Sabourin, 1998; Lamarche, 1998; Lamoureux, 1998; David, 1997; Côté, 1997; Bélanger et Fournier, 1997; Table des groupes de femmes de Montréal, 1997; Belleau, 1996, 1997). Mais, si les discours dominants au sein du mouvement des femmes adoptent davantage le ton de la désillusion que celui de l'adhésion, sur le terrain, des impératifs pragmatiques amènent souvent les femmes à opter, malgré tout, pour une stratégie de présence (David, 1999; Belley, 1999) pour ne pas laisser aux autres le champ libre dans la définition et la mise en oeuvre des initiatives d'économie sociale (Michaud, 1999; Diaby et Thivierge, 1999; Fournier, Provost et Goudreault, 1998; Côté, Gagnon, Gilbert, Guberman, Saillant, Thivierge, Tremblay, 1998). Pour les unes, cette attitude est commandée par la nécessité d'accéder à des ressources financières autrement non disponibles ou d'assurer un financement complémentaire à leur organisme. Pour les autres, elle s'inscrit dans une volonté de mettre en place des services ou des activités d'insertion en emploi, malgré les obstacles et les risques d'échec. Selon toute vraisemblance, l'existence même de cette dynamique au sein du mouvement des femmes de même que ses interpellations soutenues dans le dossier concourent à l'originalité de l'approche québécoise de la nouvelle économie sociale. Le maintien d'une contestation publique et la participation des mouvements sociaux favorisant une plus grande ouverture du discours, sinon de la pratique, sur le social et les besoins exprimés par la communauté.

L'économie sociale : y a-t-il place pour un projet féministe ?

C'est en raison de notre intérêt à l'égard des discours et des pratiques féministes (Descarries, 1998; Descarries et Corbeil, 1998a, 1997), notamment dans le domaine du rapport des femmes au travail (Descarries et Corbeil, 1998b, 1996, 1995; Corbeil et Descarries, 1997), que l'économie sociale en tant que modèle de développement socialement orienté nous intéresse. C'est aussi parce que le mouvement des femmes - en dépit de ses hésitations et même de ses refus - et ses principales porte-parole n'osent pas fermer la porte aux pratiques actuelles de l'économie sociale qu'il nous a semblé pertinent d'analyser, dans un premier temps, les convergences et les divergences présentes dans le discours des femmes pour ensuite questionner l'impact des initiatives d'économie sociale du point de vue de la reconnaissance du travail des femmes, de la création d'emplois durables et de qualité ainsi que de l'accessibilité à des biens et services adaptés aux besoins des femmes et à leurs faibles ressources. En somme, de la capacité de l'économie sociale de faire l'économie «autrement».

Dans cette perspective, nous avons élaboré une typologie qui ramène à trois types majeurs les approches de l'économie sociale qui traversent actuellement le tissu social québécois et informent la pratique des acteurs et des actrices. Les dimensions d'analyse qui servent à les départager sont relatives aux principes, objectifs et stratégies caractérisant chacune d'entre elles (voir tableau ci-après). Ces trois approches, dont les frontières sont loin d'être étanches et qui laissent place à de multiples permutations, constituent un continuum qui va d'une conception féministe de *l'économie solidaire* en tant que projet de société égalitaire et démocratique, à une conception *néo-libérale* de l'économie sociale. Cette dernière, plus «restrictive et économiciste», résulte de l'application des «critères selon lesquels le gouvernement reconnaît et finance effectivement les projets d'économie sociale», en dépit de ses déclarations de principe (D'Amours, 1999 : 16). Entre ces deux pôles se situe la vision que nous avons nommée *l'économie sociale et solidaire*. Portée à ce jour par le Chantier d'économie sociale et *Y Appel en faveur d'une économie sociale et solidaire* (1998), signé par plus de 400 personnes - universitaires, syndicalistes, féministes, travailleurs et travailleuses communautaires, etc. -, cette approche continue de miser sur les potentialités de l'économie sociale comme modèle démocratique de reconfiguration des politiques et des pratiques socio-économiques.

À l'analyse, il est vite apparu que la parole des femmes sur l'économie sociale, à l'image du mouvement féministe, est loin de constituer un tout homogène ou consensuel. Il n'existe pas un seul

Tableau 1 : Trois approches de l'économie sociale développée au Québec⁴

ÉCONOMIE SOLIDAIRE	ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	ÉCONOMIE SOCIALE NÉO-LIBÉRALE
DIMENSIONS AXIOLOGIQUES		
justice sociale	démocratie	gestion démocratique
primauté des personnes	primauté des besoins sociaux et économiques de la communauté	primauté de l'autonomie de gestion
perspective sociale	perspective socio-économique (social > profit)	perspective économique
dignité des individus et qualité de vie	dignité et cohésion sociales	dignité économique
OBJECTIFS		
redistribution de la richesse	redistribution des profits	autofinancement
pas d'obligation de tarification	tarification adaptée	seuil de rentabilité
développement durable	développement de biens et de services d'utilité collective	entrepreneuriat collectif
lutte contre les inégalités sociales	création de liens sociaux	développement local et régional
reconnaissance de la valeur du travail des femmes	structures démocratiques autonomes solidarité de proximité	
STRATÉGIES		
++ soutien financier de l'État	+ soutien financier de l'État	+/- soutien financier de l'État
développement des infrastructures sociales	développement de services aux membres de la collectivité	reconnaissance de la dimension sociale de l'entreprise
création d'emplois de qualité et durables	création d'activités socio-économiques	lutte contre le chômage et l'exclusion
	distribution des surplus	
Plate-forme adoptée le 3 décembre 1997 par les représentantes du mouvement des femmes	Chantier de l'économie sociale et l'Appel...	Gouvernement du Québec

⁴ Danielle Guay et Julie Lavoie, respectivement étudiantes à la maîtrise en sociologie et en science politique à l'UQAM, ont participé à l'élaboration de cette typologie.

point de vue de femmes, mais plutôt une diversité de positions en constante évolution. Certes, dans ses lignes directrices et militantes, le discours issu du mouvement des femmes se retrouve du côté de l'approche *solidaire* et de la volonté de faire «l'économie autrement». Par contre, selon les enjeux et les circonstances, et en dépit des réserves exprimées, plusieurs interventions de femmes se rallient à l'approche *sociale solidaire* associée au Chantier de l'économie sociale et à *YAppel*, surtout lorsqu'il s'agit d'assurer la participation des femmes au démarrage de projets d'économie sociale et à leurs instances de gestion. Dans les faits, selon l'espace socio-politique qu'elles occupent ou les enjeux qu'elles ont à défendre, les femmes opteront pour des pratiques et des stratégies qui se distribuent, elles aussi, sur un continuum qui va du retrait du dossier jusqu'à un engagement soutenu dans la mise en oeuvre d'entreprises d'économie sociale, en passant par une participation ponctuelle et critique. Certains constats, sur lesquels nous élaborerons davantage dans un prochain article, se révèlent des éléments intéressants pour mieux saisir la dynamique en action et alimenter, en conséquence, nos futures réflexions. Les énoncés suivants sont représentatifs de ceux-ci :

Les définitions de l'économie sociale issues de la littérature féministe couvrent généralement un territoire beaucoup plus large que celui auquel font référence les travaux des universitaires et les documents gouvernementaux.

L'entrée en jeu de l'État mais aussi celle de personnes et de groupes d'horizons diversifiés (Neamtan, 1997) dans l'espace de réflexion et d'action ont entraîné la marginalisation de la critique plus radicale de l'économie sociale portée par le mouvement des femmes et sa revendication pour une meilleure reconnaissance du travail des femmes.

L'enjeu de la définition de l'économie sociale et de son opérationnalisation met en scène des rapports complexes, non seulement entre les groupes de femmes et les autres acteurs sociaux, mais encore au sein même du mouvement des femmes et des études féministes.

L'identification et l'analyse des distinctions entre les définitions permet de saisir les intérêts et objectifs de chaque entité dans le débat et dans le développement effectif de pratiques d'économie sociale.

Dans la foulée de ces premiers résultats, nous avons choisi de créer un second volet de recherche de manière à mettre en relation les pratiques discursives des femmes avec leurs pratiques

effectives d'économie sociale. Celui-ci devrait nous permettre de voir à quel point des projets d'économie sociale qui impliquent des femmes leur proposent effectivement un rapport différent au travail et à l'économie. Dans cette optique, à partir de six études de cas d'entreprises d'économie sociale, dans les domaines des services aux personnes et de l'insertion en emploi, nous chercherons à savoir quelles sont les possibilités offertes aux travailleuses au regard de l'insertion sociale, de la possibilité d'échapper au cercle vicieux des programmes d'employabilité, de la qualité de vie au travail et, enfin, de l'autonomie socio-économique. Cette éventuelle contribution aux débats nous apparaît également propice pour vérifier si des projets concrets d'économie sociale peuvent, et à quelles conditions, contribuer à actualiser les visées féministes de l'économie solidaire.

Bibliographie

Documentation générale

- Aznar, G., et al. 1997. *Vers une économie plurielle*. Paris : Syros.
- Boivin, L., et M. Fortier (dir.). 1998. *L'économie sociale, l'avenir d'une illusion*. Montréal : éditions Fides.
- Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale (Coces). 1996. *Entre l'espoir et le doute*. Québec : Bibliothèque nationale du Québec.
- Aubry, F., et J. Charest. 1995. *Développer l'économie solidaire. Éléments d'orientation*. Montréal : Service de recherche de la CSN.
- CSN. 1997. *L'économie sociale et le respect des responsabilités dévolues au secteur public. La question de l'aide à domicile*. Document de travail.
- D'Amours, M. 1999. «Procès d'institutionnalisation de l'économie sociale au Québec». Montréal : Cahiers du LAREPPS, n° 99-05.
- D'Amours, M. 1997. *L'économie sociale au Québec : cadre théorique, histoire, réalités et défis*. Montréal : Les presses de l'IFDEC.
- Defourny, J., et P. DeVeltere. 1999. *Économie sociale au Nord et au Sud, une perspective internationale*. Bruxelles : universités de Liège et de Louvain, De Boeck.
- Defourny, J., L. Favreau et J. L. Laville. 1998. *Insertion et nouvelle économie sociale : un bilan international*. Paris : Desclée de Brouwer.
- Defourny, J. 1992. «The Origins, Forms and Rôles of a Third Major Sector». In *Économie sociale, entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector, Coopérative, Mutual and Nonprofit Organizations*, sous la dir. de J. Defourny et J. L. Monzon Campos, p. 27-49. Bruxelles : CIRIEC/De Boeck Université.

- Desroche, H. 1983. *Pour un traité d'économie sociale*. France : Coopérative d'information et d'édition mutualiste.
- Dumais, H. 1997. «L'économie sociale, dérision ou panacée ?» (troisième allocution). In *L'économie sociale, dérision ou panacée : Actes de la table ronde*, p. 18-24. Montréal : Conseil québécois de développement social.
- Eme, B., et J. L. Laville. 1999. «Pour une approche pluraliste du tiers secteur». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11-2, 12-1, p. 105-126.
- Favreau L., et B. Lévesque. 1996. *Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention*. Coll. «Pratiques et politiques sociales». Sillery : Presses de l'Université du Québec.
- Fournier, J. 1999. «À la recherche d'une définition perdue : les fonds d'économie sociale et le financement des groupes communautaires». *Interaction communautaire*, n° 51, p. 6B8.
- Graefe, P. 1999. «Repenser l'économie sociale face à l'État». *Lien social et politiques -RIAC*, vol. 41, p. 129-142.
- Groupe de travail sur l'économie sociale (GTES). 1996. *Osons la solidarité ! Rapport du groupe de travail sur l'économie sociale*. Québec, Sommet sur l'économie et l'emploi.
- Laville, J.-L. (dir.). 1994. *L'économie solidaire, une perspective internationale*. Coll. «Sociologie économique». Paris : Desclée de Brouwer.
- Lemieux, D., et Y. Vaillancourt. 1997. *L'économie sociale et la transformation du réseau des services sociaux et de santé [...]*. Montréal : Cahiers du LAREPPS, n° 97-03 (mars).
- Lévesque, B., et M. Mendell. 1999. «L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche». *Lien social et politiques - RIAC*, vol. 41, p. 105-118.
- Lorendahl, B. 1999. «L'intégration de l'économie publique et de l'économie sociale et coopérative : vers un nouveau modèle suédois ?» *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11-2, 12-1, p. 41-62.
- Mendell, M. 1998. «L'emploi comme mode privilégié de répartition de la richesse : le cas de l'économie sociale». In *Objectif plein emploi : le marché, la social-démocratie ou l'économie sociale ?*, sous la dir. de D.-G. Tremblay. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Neamtan, N. 1997 a). Allocution. Rencontre nationale du chantier de l'économie sociale (Montréal). Texte photocopié.
- Neamtan, N. 1997 b). «L'économie sociale et les services sociaux et de santé : enjeux et perspectives». Allocution de clôture, colloque NPS. *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 10, n° 2 (automne), p. 203-213.
- Québec, ministère des Régions. 1998. *Conjuguer l'économie et le social*. Document d'information à l'intention des centres locaux de développement, Québec.
- Tremblay, D.-G. 1998. *Objectif plein emploi : le marché, la social-démocratie ou l'économie sociale ?* Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Tremblay, M., et C. Gilbert. 1998. «Les mesures d'économie sociale et la restructuration de la santé et des services sociaux». Atelier de recherche stratégique sur l'économie sociale et la lutte contre l'appauvrissement des femmes (Montréal). Document de travail, p. 65-70.
- Vaillancourt, Y., F. Aubry, M. D'Amours, C. Jette, L. Thériault et L. Tremblay. 2000. *Économie sociale, santé et bien-être : la spécificité du modèle québécois au Canada*. Montréal : Cahiers du LAREPPS, n° 00-01.
- Vaillancourt, Y., et B. Lévesque. 1996. «Économie sociale et reconfiguration de l'État-providence». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 9, n° 1 (printemps), p. 1-13.
- Vienney, C. 1994. *L'économie sociale*. Coll. «Repères». Paris : La Découverte.

Documentation du point de vue des femmes

- Atelier de recherche stratégique sur l'économie sociale et la lutte contre l'appauvrissement des femmes. 1998. Montréal. Document de travail.
- Bélangier, Lucie, et Danielle Fournier. 1997. «Économie sociale et solidaire». *Reflets*, vol. 3, n° 2.
- Belleau, Josée. 1997. «L'économie sociale au Québec : une perspective partielle et partielle d'une féministe du Nord». Simposio internacional a globalizacion de la solidaridad (Lima, Pérou).
- Belleau, Josée. 1996. «Le travail des femmes est l'un des piliers importants de l'économie, mais cela reste un secret bien gardé...». In *L'économie sociale : un virage à maîtriser : Actes du colloque de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre du Saguenay—Lac-Saint-Jean* (Jonquière).
- Belley, Thérèse. 1999. «Les femmes et le développement local : quelques enjeux». Compte rendu du deuxième atelier de recherche stratégique pour la mise en oeuvre d'un réseau féministe de chercheuses et intervenantes sur l'économie sociale et solidaire (Montréal). Texte photocopié, p. 3-6.
- Belley, Thérèse. 1997. «L'économie sociale à saveur régionale». *Relations*, n° 635, p. 272-274.
- Conseil du statut de la femme (CSF). 1996. *L'économie sociale et les femmes : garder l'oeil ouvert*. Québec : Conseil du statut de la femme.
- Corbeil, Christine, et Francine Descarries. 1997. «Les stratégies de conciliation des mères en emploi : d'espoirs et de réalités». In *Stratégies de résistance et travail des femmes*, sous la dir. d'Angelo Soares, p. 123-150. Montréal : L'Harmattan.
- Côté, Denyse, Eric Gagnon, Claude Gilbert, Nancy Guberman, Francine Saillant, Nicole Thivierge et Marielle Tremblay. 1998. *Qui donnera les soins ? Les incidences du virage ambulatoire et des mesures d'économie sociale sur les femmes du Québec*. Ottawa : Condition féminine Canada.
- Côté, Denyse. 1997. «Sur le dos des femmes». *Relations*, n° 635, p. 269-271.
- David, Françoise. 1999. «Une féministe à l'heure du défi mondial». Entrevue réalisée par Martine D'Amours. *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11-2, 12-1, p. 9-20.
- David, Françoise. 1997. *Le mouvement des femmes et l'économie sociale : où en sommes-nous ?* Montréal : Fédération des femmes du Québec.
- Descarries, Francine. 1998. «Le projet féministe à l'aube du XXI^e siècle : un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens». *Cahiers de recherche sociologique*, n° 30, p. 179-210.
- Descarries, Francine, et Christine Corbeil. 1998 a). «Politique familiale et sécurité du revenu à l'aube de l'an 2000 : regard sur le discours féministe québécois». In *Quelle politique familiale à l'aube de l'an 2000 ?*, sous la dir. de Renée B. Dandurand. Montréal : L'Harmattan/IQRC.
- Descarries, Francine, et Christine Corbeil. 1998 b). «D'hier à aujourd'hui : la valse hésitation des mères en emploi». In *Comprendre la Famille : Actes du 4^e symposium québécois de recherche sur la famille*, sous la dir. de Louise S. Éthier et Jacques Alary, p. 91-107. Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- Descarries, Francine, et Christine Corbeil. 1997. «Égalité, autonomie et survie. Du rêve à la réalité : les pratiques du mouvement des femmes». *Nouvelles Pratiques sociales*, vol. 10, n° 1, p. 19-29.
- Descarries, Francine, et Christine Corbeil. 1996. «La conciliation travail-famille». In *Science, conscience et action — 25 ans de recherche féministe au Québec*, sous la dir. de Huguette Dagenais, p. 51-72. Montréal : Éditions du remue-ménage.
- Descarries, Francine, et Christine Corbeil. 1995. *Famille et travail : un double statut... un double enjeu pour les mères en emploi*. Montréal : IREF/UQAM.

- Diaby, Fatoumata, et Nicole Thivierge. 1999. «Ficelles : une expérience d'économie sociale mise en oeuvre par un collectif de femmes». *Économie et solidarité*, CIRIEC, vol. 30, n° 1, p. 142-159.
- Duval, Michelle, et Cécile Sabourin. 1998. «L'économie sociale du point de vue des femmes : bilan d'une démarche de formation». Atelier de recherche stratégique sur l'économie sociale et la lutte contre l'appauvrissement des femmes (Montréal). Document de travail, p. 18-26.
- Fournier, Danielle, Monique Provost et Nadine Goudreault. 1998. *Pauvreté et autonomie sociale : les cuisines collectives comme stratégie de solidarité*. Rapport de recherche, Relais-femmes.
- Fortin, Anne. 1998. «Regroupement des femmes de la région de Matane». In *Des pratiques novatrices en économie sociale : Actes du Colloque*, p. 117-118. Trois-Rivières : Économie communautaire de Francheville.
- Guay, Lorraine. 1996. «Le mouvement communautaire : entre l'espoir et de doute face à l'économie sociale». Colloque de l'Association d'économie politique : Au-delà d'un néolibéralisme, quel rôle pour les mouvements sociaux ? Texte photocopie.
- Lamarche, Lucie. 1998. «L'économie sociale : un modèle de développement au service de l'État désétatisé». In *L'économie sociale, l'avenir d'une illusion*, sous la dir. de Louise Boivin et Mark Fortier. Éditions Fides.
- Lamoureux, Diane. 1998. «La panacée de l'économie sociale : un placebo pour les femmes ?» In *L'économie sociale, l'avenir d'une illusion*, sous la dir. de Louise Boivin et Mark Fortier. Éditions Fides.
- Laroche, Guylaine. 1997. «Joujouthèque de Saint-Hubert». In *Des pratiques novatrices en économie sociale : Actes du Colloque*, p. 119. Trois-Rivières : Économie communautaire de Francheville.
- Marche des femmes contre la pauvreté. 1995. *Du pain et des rosés*. Cahier des revendications et guide d'animation de la FFQ.
- Ménard, Muriel. 1998. «CIBLE-Famille Brandon Inc.». In *Des pratiques novatrices en économie sociale : Actes du Colloque*, p. 115-116. Trois-Rivières : Économie communautaire de Francheville.
- Mendell, Marguerite. 1998. «L'emploi comme mode privilégié de répartition de la richesse : le cas de l'économie sociale». In *Objectif plein emploi : le marché, la social-démocratie ou l'économie sociale ?*, sous la dir. de D.-G. Tremblay. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Michaud, Jacinthe. 1999. «Les femmes francophones et le travail obligatoire : un enjeu pour l'économie sociale». *Reflets*, vol. 5, n° 95-113.
- Paquerot, Sylvie. 1999. *Entre l'espoir et le doute : devant la réalité, le doute s'installe de plus en plus sûrement*. Comité national des femmes, Syndicat de la fonction publique du Québec. Document de soutien.
- Relais-femmes. 1996. Actes du séminaire international sur l'économie sociale tenu les 6 et 7 juin 1995, organisé par le comité volet international de la Marche des femmes contre la pauvreté. Montréal : Relais-femmes.
- Réseau québécois des chercheuses féministes (RQCF). 1997. «L'économie sociale : situation actuelle et enjeux pour les femmes du Québec». *Bulletin d'information*, vol. 6, n° 2 (mars).
- Rosé, Ruth. 1997. «Panacée au chômage ou stratégie de lutte». *Relations*, n° 635, p. 265-268.
- Table des groupes de femmes de Montréal. 1997. Document de réflexion sur l'économie sociale, Montréal. Texte photocopie.
- Tremblay, Diane-Gabrielle. 1998. *Objectif plein-emploi : le marché, la social-démocratie ou l'économie sociale ?* Québec : Presses de l'Université du Québec.